

REFORME DE L'ETAT : LA CACOPHONIE CONTINUE ET LES RESTRICTIONS BUDGETAIRES AUSSI

Le Secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat et à la simplification vient d'annoncer sa vision d'une énième réforme de l'Etat sur la présence et le rôle des missions de service public au plan départemental.

Dans le même temps, différents projets de loi sont en débat au Parlement : décentralisation accrue, fusion des régions avec, entre autres, création de maisons au service du public ou encore suppression des conseils généraux.

De son côté, la ministre de la fonction publique annonce la création de nouvelles commissions spécialisées au sein du CSFPE (Conseil supérieur de la Fonction publique de l'Etat) et du CCFP (Conseil commun de la Fonction publique) pour traiter de la réforme de l'Etat.

On peut légitimement s'interroger sur qui fait quoi ?

La FGF-FO rappelle, une nouvelle fois, sa demande d'un vrai débat de fond sur le rôle et les missions de Service public.

Mais cela ne peut pas se résumer à une réflexion menée tambour battant (- de 3 mois) et sur le seul périmètre départemental.

Enfin, les objectifs annoncés : « *pleinement intégrer les nouvelles attentes économiques, sociales et les contraintes budgétaires (triennal 2015-2017)* », faussent d'ores et déjà le débat. **La FGF-FO réaffirme que l'amélioration des conditions de travail commence tout d'abord par l'arrêt des suppressions de postes et la mise en adéquation des missions et des moyens.**

Quant à l'amélioration des conditions de vie, cela passe avant tout par l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice de 8 %, l'attribution de 50 points d'indice et, en parallèle, une refonte de la grille indiciaire offrant de vraies perspectives de carrière.

La FGF-FO exige l'arrêt de ces réformes permanentes qui ont pour conséquences des restructurations permanentes sources de dysfonctionnement du Service public, et de stress, donc de risques psycho-sociaux pour les agents.

Fait à PARIS, le 11 septembre 2014